



COMMUNIQUÉ  
Pour diffusion immédiate

## **Gouvernance régionale : les Libéraux musèlent la société civile au profit de l'approche «diviser pour régner»**

Rouyn-Noranda, le 5 février 2015 – Les membres du Réseau de vigilance de l'Abitibi-Témiscamingue somment aujourd'hui le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire du Québec, Pierre Moreau, de maintenir le financement destiné à un palier de gouvernance régionale où la société civile aurait une place déterminante. Face à la mobilisation historique du mouvement Touche pas à mes régions, qui a réuni plus de 5000 personnes aux quatre coins de l'Abitibi-Témiscamingue, le Gouvernement libéral de Philippe Couillard n'a d'autres choix que d'écouter la population de la région qui désire visiblement participer activement à son développement tant au plan économique que social.

### **Un projet libéral contre les régions et la démocratie**

« Alors qu'en campagne électorale les Libéraux prétendaient être le parti des régions, ils annulent maintenant l'aide aux localités dévitalisées, retirent le mot région dans l'appellation du ministère et anéantissent les lieux de démocratie régionale au profit de potentats locaux », s'indigne Danik Laporte, du RÉPAT. Donald Rheault, du Conseil central de la CSN-ATNQ abonde dans le même sens: « nous sommes vraiment inquiets d'apprendre que l'argent destiné à la concertation régionale va être octroyé directement aux MRC, ce qui annonce inévitablement des guerres de clocher et des jeux politiques qui anéantiront la cohésion régionale qui se bâtit depuis plus de 50 ans ». Pour sa part, et en référant à l'approche du ministre Moreau de rencontrer les maires individuellement ou en petit groupe, le président du SEUAT Luc Gravel, avance qu' « en abolissant le palier régional de décisions, le gouvernement opère la stratégie diviser pour régner qui favorisera les maires et les préfets qui opinent du bonnet ».

### **Exit, la société civile**

Le Réseau Vigilance de l'Abitibi-Témiscamingue s'inquiète particulièrement de voir l'ensemble de la Société civile être écartée des lieux de décision concernant le développement régional. À ce titre, Johanne Alarie, représentante des Centres de femmes, se questionne avec raison : « Qui entendra la voix des femmes, des personnes handicapées ou défavorisées? Qui parlera de développement social et d'égalité si aucun membre de la société civile n'est impliqué dans les discussions? Qui va parler d'accès à des logements sains et sécuritaires pour tous? Ce ne sont certainement pas les maires et les préfets ». En ce sens, le Réseau de vigilance croit qu'une approche de démocratie participative doit être adoptée lorsqu'il est question de planification et de développement régional.

-30-

Rappelons que le Réseau de vigilance de l'Abitibi-Témiscamingue est une large coalition d'organisations populaires, communautaires, syndicales, écologistes et étudiantes de l'Abitibi-Témiscamingue qui représente plus de 30 000 citoyennes et citoyens de notre région.

Pour information : Danik Laporte 819-762-3114 ou 819-649-0407